

Pour dissiper quelques malentendus sur le « Printemps de Prague »

Jiri Pelikan

Citer ce document / Cite this document :

Pelikan Jiri. Pour dissiper quelques malentendus sur le « Printemps de Prague ». In: L'Homme et la société, N. 21, 1971. Colloque de Cabris : sociologie et révolution. pp. 245-249.

doi : 10.3406/homso.1971.1449

http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1971_num_21_1_1449

Document généré le 25/09/2015

pour dissiper quelques malentendus sur le “ printemps de prague ”

JIRI PELIKAN

Je vais seulement faire quelques remarques sur ce qui me paraît essentiel dans l'expérience tchécoslovaque.

Je pense tout d'abord qu'il y a des difficultés de compréhension qui proviennent de la terminologie utilisée en France et en Tchécoslovaquie ; elle ne correspond pas toujours exactement et parfois des terminologies différentes recouvrent les mêmes problèmes.

Le mouvement qu'on appelle de façon symbolique le « Printemps de Prague » est un mouvement vraiment populaire, un mouvement de masse, un mouvement révolutionnaire-socialiste, qui a des buts socialistes avec le projet non de changer le système socialiste qui s'est établi en Tchécoslovaquie après la guerre, mais de revenir en un certain sens aux idées de Marx et de Lénine et d'adapter les idées du réalisme scientifique aux réalités tchèques, mais évidemment dans une situation qui a été créée par vingt années d'existence du système socialiste avec les déformations qui l'ont malheureusement caractérisé. C'est pour cela que certaines revendications qui sont apparues avant et pendant le printemps de Prague peuvent se présenter comme des revendications de caractère libéral, mais dont le sens essentiel était le renouveau du socialisme. Je crois que les malentendus qui apparaissent souvent dans les débats sur le printemps de Prague sont dus surtout au fait que la presse de l'Occident a présenté les événements de Tchécoslovaquie en soulignant les aspects qui sont apparus comme assez proches de la conception de la démocratie bourgeoise en Occident ; de plus les porte-parole de ce printemps de Prague qui l'ont présenté dans les pays occidentaux étaient souvent des intellectuels, des écrivains, des journalistes tchécoslovaques qui, s'ils ont joué un rôle positif dans la préparation du printemps de Prague n'étaient pas pour autant les représentants authentiques de ce mouvement.

Cela a été une erreur de ne pas expliquer, au cœur de la lutte de 1968, avec assez d'attention à l'extérieur le but réel du mouvement. Même si ce mouvement a commencé par un « coup de palais » – le remplacement de Novotny par Dubcek – au Comité central de janvier 1968 une minorité visait déjà beaucoup plus qu'un changement de personnes, et cette minorité a su mobiliser les masses populaires pour donner une direction précise à ce mouvement. Il faut regarder le printemps de Prague comme un mouvement qui commençait à se développer en contradiction et en lutte permanente avec d'autres forces à l'intérieur du pays et qui était aussi soumis à la pression extérieure. Je crois que c'est le fait précisément que les masses populaires ont participé activement à ce mouvement qui fait qu'aujourd'hui, même deux ans après la « normalisation », il n'a pas disparu.

Certains disent que ce mouvement a été exceptionnel parce que la situation en Tchécoslovaquie était exceptionnelle. Nous avons essayé de montrer que ce n'est pas une exception, que beaucoup des problèmes qui sont apparus en Tchécoslovaquie sont des problèmes objectifs qui existent dans tous les pays socialistes, dans une mesure ou l'autre, et qui attendent leur solution : problème du rôle du parti, du rôle de l'Etat socialiste, du rôle des syndicats, de la classe ouvrière, de la réforme économique comme réforme vraiment socialiste qui donnerait réellement les moyens de production aux producteurs, donc réforme économique liée à la réforme politique ; du conflit du Parti et de la jeunesse, des relations entre les pays socialistes et l'U.R.S.S., des problèmes de la voie propre vers le socialisme. Tous ces problèmes se sont posés en Pologne, en Hongrie en 1956 sous une autre forme, et ils existent aujourd'hui encore dans les autres pays socialistes y compris l'U.R.S.S. Si le mouvement a ainsi surgi en Tchécoslovaquie, s'il a pu suivre une certaine voie, c'est qu'il y a eu cependant certains éléments propres à la situation tchécoslovaque : sa structure économique qui était la plus développée des pays de l'Europe de l'Est, et ses traditions politiques qui différaient beaucoup de celles des autres pays socialistes, où, avant la Libération de 1945, existaient encore des régimes semi-féodaux, fascistes, comme en Hongrie, en Pologne, en Roumanie, etc., tandis qu'en Tchécoslovaquie, dans le système de la République bourgeoise, le Parti communiste était légal ; c'était le second parti politique du pays, il avait des cadres politiques, une autorité dans la population ; il y avait une classe ouvrière très développée qui avait une conscience politique et beaucoup d'influence sur les intellectuels. Tout cela a créé des conditions particulières en Tchécoslovaquie ; ainsi tous les problèmes qui ont été soulevés en 1956 en Hongrie et en Pologne et qui y ont été étouffés soit par l'intervention, soit par la répression intérieure ont eu en Tchécoslovaquie plus de chance d'être résolus d'une manière vraiment socialiste et démocratique. Ces chances ont été malheureusement détruites, pour une longue période, par l'intervention militaire.

C'est un aspect assez intéressant de voir qu'en Tchécoslovaquie il y avait déjà eu une tentative d'application du socialisme aux conditions spécifiques dans la période de 1945 à 1949, et que cette tentative avait été étouffée ; elle

a été payée par les procès politiques, par la liquidation des cadres politiques du pays et la Tchécoslovaquie a ainsi été rejetée beaucoup d'années en arrière. Et je crois que le même phénomène se répète aujourd'hui quand la Tchécoslovaquie n'a même pas la possibilité de sauver certaines réformes comme la Hongrie ou certains autres pays l'ont eu, mais qu'elle est rejetée en arrière dans la période du stalinisme. Nous avons essayé de montrer les buts, les points essentiels comme phase de transition au stade de développement des changements ; nous avons abordé le problème du plan et du marché, les rapports de production, les problèmes de la démocratie socialiste, le rôle dirigeant du Parti, puis les perspectives de lutte pour le socialisme en général. Nous avons aussi abordé le problème de l'inexistence de la notion de modèle, pour montrer comme il est antimarxiste de prétendre établir un modèle. Les dirigeants authentiques du printemps de Prague ont toujours insisté sur le fait que la Tchécoslovaquie n'essayait pas de créer un modèle nouveau du socialisme, mais au contraire que la Tchécoslovaquie avait le droit d'appliquer les principes généraux du socialisme à ses conditions spécifiques et que la même voie est ouverte aux autres pays, et nous n'avons jamais voulu poser l'exemple tchécoslovaque comme un modèle pour les autres pays. Mais malheureusement certains intellectuels tchèques ont eu tendance à donner cette réalité tchécoslovaque en exemple aux autres. On ne peut évidemment pas nier que cette expérience ait eu une certaine influence dans les pays voisins de l'Europe centrale et de l'Est, et c'est justement la peur de son succès qui a été la raison essentielle de l'intervention militaire. Cette intervention militaire ne s'est pas faite au moment où le Parti était sur la défensive, désorganisé, ayant perdu l'initiative dans les mois du printemps, mais elle est arrivée au moment où les organes du Parti renaissaient, quelques jours avant le 14ème Congrès qui devait amener une certaine consolidation de la direction de Dubcek et créer des conditions meilleures pour la réalisation des changements prévus.

Sur les problèmes économiques, du Plan, du marché, je crois que des malentendus viennent de ce que pour les économistes de la gauche européenne, il est très difficile de comprendre certains arguments des économistes tchécoslovaques, qui parlent de la nécessité d'introduire en plus du plan, le rôle du marché, parce que le marché n'existait pas. Certains projets ont été prévus comme des phases de transition pour tirer l'économie du pays de la crise dans laquelle elle se trouvait en raison du système centralisé appliqué pendant vingt ans, et ils ne signifiaient pas l'élaboration d'un système appliqué comme une authentique réforme économique. Il s'agissait là de phénomènes tout à fait conjoncturels.

Nous avons essayé de montrer quelle importance a eu la création des conseils ouvriers, qui ont mobilisé les masses populaires, et qui ont été supprimés après l'invasion. Aujourd'hui, on parle chaque jour ouvertement de ces conseils ouvriers, de l'autogestion, comme des organes de la contre-révolution, tendant à créer un nouveau centre du pouvoir dans le pays, et on essaie d'expliquer aux ouvriers qu'ils ont été manipulés et que ces conseils

ouvriers ne pouvaient pas exprimer l'intérêt de toute la société, qu'ils aboutiraient à une atomisation de la production. Les dirigeants actuels sont donc conscients que cette idée d'autogestion et de conseils ouvriers a poussé des racines profondes dans la classe ouvrière et qu'on ne peut la liquider par de simples mesures administratives.

Nous avons aussi abordé le problème de la liberté de la presse, de la liquidation de la censure et montré que ce n'est pas du tout un problème qui concerne seulement les intellectuels. Il est vrai que ceux-ci ont peut-être été plus sensibles au manque de liberté d'expression sous le régime de Novotny, mais le problème de l'information est un problème essentiel pour la participation des masses populaires à la vie politique. La dépolitisation de la classe ouvrière, mobilisée uniquement vers un effort de production, a été caractéristique du régime de Novotny. Les ouvriers étaient laissés complètement dans l'ignorance de la vie politique. C'était ce fameux système d'information qui existe d'ailleurs dans tous les pays socialistes ; chaque couche de fonctionnaires reçoit des informations dosées : ceux qui sont au sommet du pouvoir ont les informations complètes mais les ouvriers sont condamnés à ne connaître que ce que les dirigeants considèrent qu'ils peuvent connaître et c'est pour cela que la liberté d'information et de débats, la liberté de discussion dans la presse et autres moyens d'information était un des points essentiels pour la démocratisation du système et pour la participation des masses à la lutte ; c'est par exemple grâce aux discussions des ouvriers dans les usines et des paysans dans les villages, que Novotny a été obligé de démissionner ; car à cette époque et même jusqu'à l'invasion, le groupe progressiste au C.C. était minoritaire et si la majorité a voté pour la résolution en faveur de la direction de Dubcek qui correspondait mieux aux aspirations des masses, c'est seulement parce qu'elle a été soumise à la pression des masses ; ainsi la session du C.C. a été retransmise par la radio et la télévision, ce qui a empêché les staliniens de répéter les machinations auxquelles ils pouvaient se livrer auparavant. C'est une des raisons pour lesquelles les journalistes et tout ce qui concerne les moyens d'information sont tellement visés dans le processus de normalisation. Ce problème n'est pas seulement ni surtout un problème des intellectuels, mais c'est un problème essentiel pour le renouveau du socialisme dans tous les pays socialistes.

Enfin nous avons abordé le problème de l'inévitabilité de l'affrontement avec la bureaucratie soviétique c'est-à-dire le problème de savoir si l'intervention militaire était inévitable ou non, problème qui sera discuté pendant des années en même temps que celui des erreurs commises par la direction de Dubcek.

Le problème essentiel, qui existe pour tous les pays socialistes aujourd'hui, et aussi pour le mouvement communiste international et les mouvements socialistes en général est de savoir si on peut développer une révolution socialiste contre la volonté du Centre, c'est-à-dire du mouvement communiste dirigé par Moscou, sans perdre le caractère révolutionnaire socialiste. Le peuple tchécoslovaque a toujours été mis devant cette alternative : ou bien il

faut accepter la mainmise de l'U.R.S.S. – ou bien ne pas l'accepter, se révolter contre le camp socialiste et tomber dans le camp occidental impérialiste. Il n'y a pas d'autre alternative. C'est une question essentielle qui se pose aujourd'hui aux communistes et aux marxistes, pas seulement en Tchécoslovaquie, et qui doit se poser aussi aux gens de gauche en Europe occidentale et dans les autres continents. Peut-on se révolter contre cette mainmise de la direction actuelle de l'U.R.S.S. et en même temps maintenir le caractère socialiste du mouvement et ne pas tomber dans l'autre camp ?

Je voudrais rappeler ici un débat – qui n'a pas été rendu public – qui s'est déroulé à Dresde en 1968, au cours de la première réunion internationale où on a attaqué le développement tchécoslovaque. Dubcek, qui a raconté ce fait, y a défendu le développement du mouvement en disant que ce n'était pas un mouvement réactionnaire, mais qu'au contraire, grâce au renouveau socialiste qu'il entraînait, le socialisme deviendrait plus attrayant pour les classes ouvrières de l'Europe occidentale, et qu'ainsi pourraient s'ouvrir des voies nouvelles à la gauche européenne. Il a été interrompu par Gromulka qui lui a dit : « Camarade Dubcek, ne soyez pas naïf ; il n'est pas question aujourd'hui de socialisme en Europe occidentale ; cela ne nous concerne pas ; nous ne sommes pas assez naïfs pour le croire ; ce qui est important c'est la frontière qui est la nôtre et que nous devons défendre à tout prix, et nous ne pouvons permettre aucune hésitation à ce sujet ». Même après l'invasion, quand Dubcek a été amené à Moscou, Brejnev a rappelé ces paroles de Gromulka, en répétant qu'il faut bien comprendre qu'il n'y a pas de perspectives de révolution socialiste en Europe Occidentale, que la stratégie et la tactique ne doivent pas tenir compte de cette possibilité, mais se fonder sur la défense des frontières du socialisme qui passent par la R.D.A. et la Tchécoslovaquie. Dans ce sens, nous pensons qu'il n'est pas suffisant pour la gauche européenne et les partis communistes et les partis de gauche révolutionnaires de condamner simplement l'intervention et d'en tirer les conséquences. Un mouvement révolutionnaire authentique doit avoir le courage d'une rupture avec la direction actuelle et avec la bureaucratie soviétique, parce que c'est seulement par cette solution radicale qu'on peut aider les éléments vraiment révolutionnaires qui existent dans les pays socialistes non pas à répéter exactement l'expérience tchécoslovaque, mais à promouvoir les idées qui y étaient contenues.